



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté du 01 MARS 2022 mettant en demeure la société SHNP au GRAND-QUEVILLY de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 ; L.171-6 ; L.514-5 ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos [...] 4734 [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 22-0001 du 18 février 2022 portant délégation de signature à Madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2000 autorisant et réglementant les activités exercées par la société SHNP sise LE GRAND QUEVILLY ;
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 11 janvier 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement.
- Vu la réponse formulée par l'exploitant, par courrier du 26 janvier 2022.

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.

CONSIDÉRANT

qu'à l'occasion de la visite de l'établissement exploité par la société SHNP le 09 décembre 2021, l'inspecteur de l'environnement, spécialité Installations Classées, en présence de l'exploitant, a constaté qu'aucune aire de rétention du dépotage des liquides inflammables étanche n'existe, comme le préconisent les articles 3.1.3 et 3.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 novembre 2000 ;

que cet écart majeur a déjà fait l'objet d'observations par l'inspection des installations classées en date du 23 décembre 2014 ;

qu'à l'occasion de la visite de l'établissement exploité par la société SHNP le 09 décembre 2021, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'un système de confinement des eaux en cas de pollution accidentelle existe, comme le préconise l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2000 ;

que par courrier du 26 janvier 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les éléments descriptifs du séparateur d'hydrocarbures stipulant la présence d'un obturateur automatique, nécessaire à l'isolement de la station-service avec le milieu en cas de pollution accidentelle, conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SHNP de respecter les prescriptions des articles 3.1.3 et 3.1.5 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2000 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société SHNP dont le siège social est situé sur la commune de GRAND-QUEVILLY est mise en demeure de respecter pour son site localisé au Centre Commercial du Bois Cany 76120 LE GRAND-QUEVILLY les dispositions :

➤ **de l'article 3.1.3 et 3.1.5 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2000 en créant une zone de rétention du poste de dépotage des liquides inflammables permettant le traitement avant rejet dans le milieu naturel sous 6 mois ;**

Article 2 -

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 -

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (R.421-1 du Code de justice administrative).

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr

Article 4 -

Un extrait de cet arrêté est affiché à la Mairie du Grand-Quevilly pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5 -

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 -

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune du Grand-Quevilly, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société SHNP.

Fait à ROUEN, le **01 MARS 2022**

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation,
la secrétaire générale,



Béatrice STEFFAN